Nouvelles conditions internationales de la croissance,
CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE
APPLIQUÉE, série P, no 10. Un vol., 5¾ po. x 8¾, broché, 337
pages. — Paris, 1964

Bernard Bonin

Volume 41, numéro 4, janvier-mars 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003134ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003134ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1966). Compte rendu de [*Nouvelles conditions internationales de la croissance*, CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, série P, no 10. Un vol., 5¾ po. x 8¾, broché, 337 pages. — Paris, 1964]. *L'Actualité économique*, 41(4), 751–754. <https://doi.org/10.7202/1003134ar>

teur I peut également avoir des reflets négatifs (stérilisation des brevets, par exemple). En toute hypothèse on constate un déplacement relatif de la capacité d'investissement et de la masse des profits à l'avantage exclusif du secteur I qui renforce ainsi sa position déjà dominante. La seule inconnue, dans ce schéma est la stratégie des groupes économiques et financiers présents à la fois dans le secteur I et dans le secteur II. La tendance est-elle à l'intégration verticale pure et simple ? Rien ne permet de l'affirmer. Ces analyses, malgré leur complexité, permettent-elles de tirer des enseignements pour la politique économique ? Le professeur Perroux répond affirmativement, en affirmant que ces analyses des effets d'entraînement permettent d'orienter le renouvellement du capital en l'axant sur les industries entraînant, de déterminer l'impact d'un changement dans les institutions, de contrôler les investissements de monopole.

Enfin, dans un dernier développement, F. Perroux, constatant une nouvelle fois les lacunes de l'analyse économique du secteur public, essaie d'intégrer ce dernier à son schéma non sans faire état des difficultés soulevées. Selon lui, il est indispensable d'établir un tableau industriel mettant en évidence les entreprises nationales et permettant de suivre leurs liaisons en amont comme en aval, car « l'investissement public peut faire ce que ne fait pas l'investissement privé » et être « le moteur du plein développement des ressources stérilisées ».

On a reproché (François Perroux notamment) aux modèles post-keynésiens de ne pas donner une représentation satisfaisante du fonctionnement des économies occidentales (et encore moins des économies sous-développées). De par leur nature, de par le choix d'un nombre limité de variables, il ne pouvait en être autrement, mais si l'on est séduit par l'analyse du professeur Perroux, par son caractère global et par son souci constant d'intégrer toutes les variables (même non quantifiables), on peut imaginer à quelles difficultés se heurteront les techniciens de la planification s'ils veulent transposer dans les faits (c'est-à-dire dans leur plan) cet aspect essentiel de l'étude dynamique de la croissance qu'est le concept d'investissement entraînant. Une telle transposition suppose en effet une connaissance exhaustive de l'économie considérée tant au point de vue économique qu'au point de vue social. Quels sont les pays qui peuvent, à l'heure actuelle, se vanter d'être parvenus à un tel stade ? Le modèle très descriptif du professeur Perroux se ressent de ces lacunes dans la connaissance économique. De ce fait, est-il vraiment « opératoire » ?

Apparemment, il vaut plus par les recherches qu'il suggère aux chercheurs que par les orientations qu'il donne aux planificateurs. N'est-ce pas là son mérite essentiel ?

R. D. Hirsch

Nouvelles conditions internationales de la croissance, CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, série P, no 10. Un vol., 5¾ po. x 8¾, broché, 337 pages. — Paris, 1964.

La série P des Cahiers sur les relations économiques internationales prolonge les séries A, P et R. Ce Cahier marque donc le début de la nouvelle politique.

Une analyse de A. Nowicki sur « La coordination des plans par le commerce extérieur » occupe une place très importante dans le Cahier. L'étude de Nowicki est originale sous plusieurs aspects. D'abord, l'auteur a recours à des concepts que les économistes des pays de l'Est utilisent couramment, mais avec lesquels les économistes occidentaux sont beaucoup moins familiers (taux moyen de conversion, taux-limite de conversion, taux directionnel de conversion, etc., en vue d'évaluer la rentabilité des exportations), et l'utilisation qu'il en fait confère déjà à son analyse une originalité certaine. Mais, il y a plus. L'auteur le dit lui-même : quiconque veut élaborer une théorie de la coordination doit « opérer sur un terrain vierge, mais entouré de terres déjà défrichées par les théories ». Ces terres déjà défrichées sont la théorie de la planification nationale, la théorie de la région économique, la théorie du commerce international et, spécialement, la théorie de la spécialisation internationale et celle de la croissance. Il faut bien admettre d'ailleurs qu'il n'est pas toujours facile de délimiter les frontières qui séparent la théorie de la coordination des autres dans l'esprit de l'auteur. Dans sa longue étude, à laquelle un résumé comme celui-ci ne peut faire justice, A. Nowicki ne s'intéresse pas seulement à la coordination des plans dans le domaine du commerce extérieur, mais, également à la coordination des plans et à ses effets sur la spécialisation industrielle et à la coordination des plans nationaux par les investissements. La théorie de la coordination telle que nous la présente A. Nowicki apparaît comme un champ d'étude très prometteur.

Le professeur Jean Weiller décrit ensuite « Les conditions internationales de la croissance française et la crise des paiements des années 1956-58 ». L'année 1956 a, en effet, été marquée, en France, par une réapparition de la crise des paiements, résultat de la conjoncture internationale mais également de facteurs internes. Cette crise devait s'aggraver en 1957 et amener le gouvernement français à prendre des mesures restrictives à l'égard des mouvements internationaux de produits, mais qui n'étaient pas vraiment de nature à corriger un déficit structurel. Il faudra attendre la fin de 1958 (plan Rueff) pour qu'un véritable effort, en ce sens, soit tenté. Il est difficile de dire avec certitude, quels ont été les effets des politiques de 1958, mais l'amélioration de la balance des paiements française ne fait pas de doute : les Américains en conviendront facilement.

C. Bué étudie les « Exportations agricoles françaises et l'intégration économique européenne ». Dans une première partie, l'auteur décrit l'évolution récente des exportations agricoles françaises et conclut, sur la base de son analyse, que celles-ci sont insuffisamment diversifiées, géographiquement concentrées, et que les prix français sont élevés par rapport à ceux des pays primaires, mais se comparent avantageusement à ceux de plusieurs pays industriels. On comprend, dans ses conditions, que la C.E.E. puisse se révéler la solution aux problèmes de l'agriculture française qui doit écouler ses excédents sur les marchés mondiaux. Faut-il s'étonner, alors, que la France surveille aussi étroitement l'élaboration de la politique agricole commune et qu'elle admette difficilement un retour en arrière sur des problèmes qu'on croyait déjà péniblement résolus ? L'agriculture française

est probablement celle qui, des six pays, a, à la fois, le plus à gagner et le plus à perdre à l'harmonisation des politiques agricoles. Un tel enjeu mérite réflexion.

Le secteur de l'industrie sidérurgique suscite presque toujours un intérêt très grand dans les pays industrialisés. En considérant les développements assez inattendus qui se sont produits sur le marché mondial de l'acier au cours des années récentes, G. Salette s'efforce de prévoir ce qu'il adviendra des exportations françaises et d'expliquer le déséquilibre du marché depuis 1960. À cette fin, il a élaboré un schéma explicatif que le lecteur trouvera dans la deuxième partie de son analyse.

I.-H. Ergas nous apporte ensuite quelques « Remarques sur les relations entre les planifications nationales et régionales et leurs liaisons avec les problèmes du commerce extérieur ». Ces « remarques » bien qu'elles soient du plus haut intérêt — l'article de Ergas nous apparaît, quant à nous, comme l'un des meilleurs du Cahier — cadrent difficilement avec l'objet des Cahiers de la série P. L'auteur s'en est bien rendu compte puisqu'il sent le besoin de nous expliquer, dans une note complémentaire, pourquoi il croit que son étude devrait être publiée dans la série P. C'est, d'ailleurs, le seul endroit où se trouvent discutées les « liaisons avec les problèmes du commerce extérieur ». Le titre de l'article pouvait pourtant laisser croire que l'on accorderait plus de place à l'étude de ces liaisons.

Jacqueline Fau présente une méthode originale d'analyse du rôle des importations dans le processus productif national. L'objet de l'analyse n'est pas l'apport des importations du point de vue de la satisfaction de la demande nationale. L'auteur essaie plutôt de voir comment la pénétration du marché international sur le marché national des fournitures courantes affectera l'activité productive des entreprises situées sur le territoire national. Les tableaux d'échanges interindustriels permettaient déjà d'estimer ces effets, mais l'incidence des importations peut être analysée de façon plus détaillée en distinguant leurs effets dans les diverses étapes de valorisation du processus productif national. C'est l'avantage que présente la méthode de la « valeur incluse » de Jacqueline Fau.

En ce qui nous concerne, l'article de B. Ducros sur les « Conditions de production comparées et la spécialisation internationale » nous a le plus intéressé. En partant du modèle de Ohlin et du paradoxe de Léontief, l'auteur cherche à expliquer à l'aide d'un raisonnement très rigoureux mais qui offre parfois l'aspect d'un soliloque, pourquoi la vérification tentée par Léontief n'a pas confirmé la théorie de Heckscher et Ohlin. Il interroge alors les hypothèses simplificatrices à la base du modèle des deux auteurs suédois : est-ce que l'analyse des produits comparables peut expliquer l'écart entre le modèle théorique et la vérification statistique ? Si nous introduisons les ressources naturelles comme troisième facteur, le paradoxe disparaît-il ? Est-ce qu'en se débarrassant de l'hypothèse d'une immobilité internationale des facteurs, on trouve une explication au paradoxe ? La réponse à toutes ces questions ne procure qu'une explication partielle. L'explication du paradoxe apparaît beaucoup plus satisfaisante lorsque l'on analyse les méthodes de production dans les divers pays et leurs résultats. On constate alors que l'explication du paradoxe se trouve dans les différences de productivité dans

les divers pays du monde. Le paradoxe disparaît « si nous interprétons les résultats de Léontief en disant, non pas qu'ils font apparaître un avantage en faveur des industries de main-d'œuvre relativement aux industries de capital aux États-Unis, mais qu'ils font apparaître un avantage en faveur des industries où la main-d'œuvre est comparativement la plus productive... », ces différences de productivité n'étant pas entièrement imputables au capital mais également à l'organisation plus ou moins efficiente de la production.

Terminons par une impression générale sur l'ensemble du Cahier. On constate alors un manque d'homogénéité. Il semble qu'on ait voulu coiffer d'un titre « passe-partout » des études parfois exclusivement techniques, parfois théoriques, parfois empiriques et qui n'ont souvent que très peu de rapports avec les nouvelles conditions internationales de la croissance.

Bernard Bonin

Comptabilité nationale, par JEAN MARCZEWSKI. Un vol., 4¾ po. x 7¼, broché. — LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, Paris (V^e), 1965.

Économiste français de réputation mondiale, monsieur le professeur Marczewski occupe à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Paris la chaire de Comptabilité Nationale.

Le présent manuel, destiné aux étudiants de licence et de doctorat de science économique, expose les principes et les méthodes de la comptabilité économique, leur évolution passée et future et leur apport à la science économique.

Définissant, à la toute première page de son livre, la comptabilité nationale comme « une branche de l'activité économique... spécialisée dans l'étude quantitative des réseaux économiques intégrés », le professeur Marczewski donne à son ouvrage son caractère propre. Cette définition rompt avec l'opinion traditionnelle selon laquelle la comptabilité économique n'est qu'une « technique auxiliaire » de la science économique destinée à lui fournir des instruments d'observation et de recherche. La comptabilité économique est une science ayant son objet et ses méthodes propres : elle consiste à « intégrer » à tous les niveaux les « réseaux économiques », c'est-à-dire l'ensemble des relations économiques d'un agent avec les autres agents. L'étude de ces « réseaux intégrés » constitue l'objet propre de la comptabilité économique.

L'évolution passée, récente et future de la comptabilité économique fait ensuite l'objet de plusieurs chapitres. Les premières recherches en cette matière aboutissent au calcul d'agrégats uniques ou indépendants. Mais les progrès de la théorie économique qui, de Quesnay à Walras et Pareto, puis à Keynes, allaient développer l'idée d'interdépendance des activités économiques, résultèrent en la construction d'ensembles de comptes complètement articulés entre eux. Car l'emploi de la méthode comptable est sans doute le meilleur moyen d'expression de l'interdépendance économique. Les tableaux d'échanges interindustriels construits par Leontief constituent une illustration particulièrement convaincante. C'est ce